

**J.- P. MOUVEAUX**

## «Utopie» pour un exercice réel de la démocratie

**A la suite d'un échange de courrier, Jean-Pierre Mouveaux, de Sainghin-en-Melantois (Nord), nous a envoyé ces quelques réflexions « peut-être bonnes à jeter au panier ». Nous avons été unanimes à juger cette dernière proposition comme très mauvaise et avons préféré publier cette lettre qui constitue un excellent élément de recherche et de discussion.**

**J**E ne suis pas spécialiste ni dans les questions politiques ou juridiques, ni dans la théorie des systèmes politiques passés ou possibles ; je « suis » simplement l'actualité, je regarde, j'écoute les réactions des gens (on y trouve souvent au moins beaucoup de bon sens... avec tout ce que le bon sens a de limité) et je réfléchis. Je vois que, d'un jour à l'autre, ou dans un avenir plus ou moins lointain, nous risquons de nous trouver dans une crise politique grave. Je crois que le P.S.U. est dans une bonne direction pour en proposer une solution juste. Le travail de préparation d'une alternative à gauche se fait (avec toutes les difficultés que l'on sait) et là, chacun y travaille à son niveau et dans la mesure de ses moyens. Je crois aussi, si j'en juge par les textes publiés dans le Courrier du P.S.U. qu'un travail théorique s'est déjà fait pour la définition d'un programme, je crois qu'il est aussi très important de le faire. Sur différentes questions (politique internationale, logement, distribution, etc.), le P.S.U. a des idées à proposer ; ce n'est pas tout d'avoir des idées mais c'est déjà important.

Mais j'ai peur qu'il ne lui en manque une, au sujet des institutions politiques et je pense que c'est un point essentiel. Si une Constituante devait se réunir, qu'y aurait-il à proposer en dehors d'un retour à la IV<sup>e</sup>, une poursuite de la V<sup>e</sup> ou un compromis entre les deux ? Pourtant on n'aurait pas le temps d'attendre. Or nous avons un programme de transformations économiques, nous n'en avons pas concernant de réelles transformations des institutions politiques, et nous risquons de nous retrouver devant le même manque qu'à la Libération, sans pouvoir proposer au pays un schéma de révolution politique qui emporte son adhésion. Les mises au point qui ont déjà été faites sur les rapports du pouvoir économique et du pouvoir politique, sur la définition du pouvoir économique, peuvent bien éclaircir le problème de l'Etat mais à supposer résolu le problème de la démocratie économique, le problème de la démocratie politique se poserait et tout de suite (les deux ne peuvent pas être réduits l'un à l'autre) et la démocratie économique serait remise immédiatement en cause à défaut d'une solution simultanée du problème politique.

## La formation politique des électeurs

Maintenant, réfléchissant aux raisons de la crise de la démocratie, je crois qu'on peut en trouver de sérieuses, et qui ont leur résonance dans les réactions courantes des gens, dans la constatation d'un état de fait dont les deux pôles seraient : l'absence de formation politique sérieuse des électeurs à qui on demande d'être « souverains » et l'absence de contrôle réel des électeurs sur ceux qu'ils ont mis au pouvoir.

Quand on y pense c'est vraiment un paradoxe un peu ahurissant que la disproportion entre les possibilités données au peuple d'apprécier les données de la politique et le pouvoir au moins théoriquement décisif qui lui est attribué. Ce qui conduit à ceci qu'en fait, ceux qui décident, ce sont des puissances économiques, des partis, des églises, des personnalités, ou la loi des grands nombres, tout ce que vous voudrez, mais surtout pas le peuple. Des élections ! On vote pour des raisons sentimentales, pour ou contre l'école libre, par peur du communisme, pour des personnalités connues, par habitude de suivre un parti, par un espoir irraisonné que ça va changer, rarement après avoir pesé son choix d'une ligne politique.

Si bien que la solution radicale serait presque l'instruction politique obligatoire permanente et sa sanction : le droit de vote aux gens qui se forment politiquement. Il ne saurait évidemment être question de bouleverser à ce point les fondements du suffrage universel et de la démocratie. Mais il faut se dire qu'on ne marchera vers la démocratie que dans la mesure où l'on arrivera à une certaine formation politique des électeurs.

### Le vide entre l'électeur et ses représentants

En second lieu la clé de la crise actuelle de la démocratie est peut-être à chercher dans une mise au point des rapports entre corps électoral et représentation élue, plutôt qu'entre exécutif et législatif.

On peut noter ici quelques paradoxes primaires : d'une part le besoin réel

de renouveau au niveau de la base, souhait couramment enregistré de voir cesser la division des organisations politiques et syndicales, et, d'autre part, la constance (remarquable au milieu des remous récents) des clientèles électorales de partis ou syndicats qui restent passablement figés dans leurs oppositions. La constance à voter pour les mêmes députés et la conviction profonde que ça ne sert à rien : le Parlement est impuissant et, de toutes façons, on ne peut plus grand chose sur le député qu'on a contribué à mettre en place ; théoriquement, il dépend de ses électeurs, en fait, il obéit à son parti ou à lui-même.

A mon sens, ces paradoxes sont le signe qu'il y a un vide institutionnel entre les électeurs et la représentation élue (alors qu'on s'obstine toujours à mettre au point les institutions pour régler les rapports à l'intérieur de la représentation élue). Ce vide se caractérise par l'absence, ou l'anarchie des contacts entre le peuple et sa représentation. Il y a d'abord le fait matériel qu'un député ne peut pas être en contact avec 40.000 électeurs ; pour qu'il y ait possibilité de contact, il faudrait un parlement d'au moins 4 ou 5.000 députés, ce qui est évidemment difficile à envisager. En fait, dans le système actuel, il faut « avoir quelqu'un », être soi-même bien placé pour avoir l'oreille de l'élu ; les contacts existent, mais ils sont le fait du hasard des relations.

Par ailleurs, la carrière d'homme politique est vraiment une carrière fermée eu égard au principe que tout citoyen est éligible : il faut déjà une belle formation et le temps de se faire une clientèle avant d'être lancé ; et, une fois qu'on y est, la situation est assez stable, la crainte de la sanction marche surtout à l'approche des élections et avec un peu d'habileté, on peut s'en tirer. L'électeur, lui, continue à voter parce qu'il ne voit rien d'autre pour exercer un tant soit peu de démocratie.

### La formation des militants

La cause de l'impuissance du régime parlementaire, pourquoi ne pas la chercher « aussi » dans le fait que le Par-

lement ne représente plus qu'un cadre coupé de sa base ? Dans les syndicats, même si la démocratie n'y fonctionne pas forcément à la perfection, il existe un cadre intermédiaire de militants entre la base et les dirigeants. Et, comme par hasard, on s'accorde à les reconnaître maintenant comme une des seules forces restées intactes, peut-être la dernière chance de la démocratie ; au point qu'on est tenté de leur demander de prendre les responsabilités du pouvoir. Mais, si leur place est souhaitable, par exemple au sein d'un conseil économique, leur rôle de défenseurs d'intérêts partiels ne saurait les habiliter à exercer normalement le pouvoir proprement politique.

Les partis, de par leur rôle de formation politique et de « conscience politique » des électeurs devraient représenter une possibilité réelle d'assurer l'exercice de la démocratie. Mais, si, en fait ils commandent la vie politique, ils n'en sont pas institutionnellement responsables, et je ne crois pas qu'ils devraient l'être (ils sont aussi « partiels »). Ce serait déjà beaucoup s'ils formaient suffisamment de militants. Mais, quand leur appareil est assez puissant ils n'ont plus tant besoin d'en former, ou bien, ils les forment trop uniquement dans une certaine « ligne ».

Dans les conditions actuelles, la formation de militants est vraiment une entreprise un peu surhumaine vu leurs conditions de vie et les possibilités qui leur sont données. Il ne faut pas s'éton-

ner qu'il y en ait si peu ; l'extraordinaire, c'est bien qu'il y en ait tant. Mais si l'exercice de la démocratie en dépend, il faudrait peut-être songer d'abord aux moyens d'en produire et je pense que c'est là effectivement la clé du problème de la démocratie.



Pour concrétiser tout ceci en une sorte « d'utopie », je dirais qu'un exercice réel de la démocratie exige avant tout l'institution d'un cadre de délégués politiques permanents,

— élus en quartiers, communes ou entreprises,

— restant dans leur profession et ainsi, au contact de leurs mandants,

— disposant d'un certain temps d'exercice de leur mandat : déplacements, contacts avec la base et avec le sommet, stages de formation,

— rétribués pour le temps passé à l'exercice de leur mandat (par exemple sur la base d'un traitement de fonctionnaire). Ce cadre offrirait, par son recrutement largement ouvert, et son implantation, la possibilité d'avoir des élus sûrs qui représentent effectivement la volonté populaire ; et, également, la base de recrutement et de renouvellement du personnel politique..